

L'impact des interventions de développement sur la prise de décision à migrer des jeunes en Afrique Occidentale

Le Projet MIGCHOICE Sénégal

Guido Nicolas Zingari

Université de Turin

ORCID: 0000-0002-9670-1797

Dramane Cissokho

Université Cheikh Anta Diop Dakar

ORCID: 0000-0002-0264-8404

Riccio Bruno

Université de Bologne

ORCID: 0000-0002-9532-4678

Pape Sakho

Université Cheikh Anta Diop Dakar

ORCID: 0000-0002-4829-0313

Abstract

This article stems from ethnographic research focused on the development-migration nexus in different Senegalese contexts: Louga, Diaobé, Dakar, Thiès and the Saloum Islands. The impact of interventions in terms of development and migration depends on a multitude of local and international actors, micro-projects and public-private partnerships, as well as on the presence of more or less dense migration networks. The underemployment of young people, deagrarianisation, and other phenomena are intertwined with a growing criminalisation of displacement and an irregularisation of international migration. The relationships among mobility-restriction regimes, the disappointing impact of development interventions, and the individualized way in which people represent their lived (im)mobilities affect migration choices in all three contexts.

Keywords: Development Interventions; Migration; Mobility; Youth; Senegal

Introduction

Le Sénégal s'est construit à travers les migrations. Aujourd'hui le pays est le foyer d'une importante diaspora active dans le monde entier. Mais ce sont principalement les migrants internes qui alimentent la vitalité du commerce et des activités économiques du pays et de la sous-région. Il est donc nécessaire de reconnaître la grande diversité des profils migratoires qui contribuent au façonnement d'une constante mobilité géographique et sociale par le bas.

L'intégration géopolitique, économique et sociale de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) reste un chantier ouvert. Dans ce sens, les politiques publiques tentent de promouvoir la libre circulation des biens et des personnes à travers des investissements en matière d'infrastructures. Par contre les politiques migratoires de l'Union Européenne (UE) des dernières années ont radicalement restreint la liberté de mouvement intercontinental et transsaharien. Cette transformation a imposé de nouveaux régimes de mobilité (Glick Schiller, Salazar 2013) qui impactent aussi bien les trajectoires migratoires que les formes d'immobilités volontaires et involontaires. Au niveau local, l'impact des interventions en termes de développement et de migration passe par une multitude d'acteurs locaux et internationaux, de micro-projets et de partenariats publiques-privés, ainsi que par la présence de réseaux migratoires plus ou moins denses (Bakewell 2008 ; Beauchemin *et al.* 2013). Tous ces facteurs œuvrent à la formation contextuelle de trajectoires de mobilité et d'immobilité.

Au-delà de la diversité des pratiques migratoires, la configuration du développement local et la spécificité des contextes socio-économiques, cette étude¹ prend en compte une quatrième dimension. Nous entendons interroger la migration du point de vue des processus de prise de décision à migrer ou à rester. Ceci implique une approche centrée sur les acteurs sociaux et la façon dont ils construisent et représentent leurs trajectoires de mobilité ou d'immobilité.

Interroger la prise de décision à migrer

Notre approche conçoit la migration comme un processus culturel et social au sein duquel les migrants et les non-migrants sont des sujets actifs. Leurs actions ne sont pas surdéterminées par des conditions, des valeurs ou des pressions externes. De même, elles ne sont pas seulement le fruit d'un calcul purement individuel. Ainsi, il ne faut pas chercher un moment précis au sein duquel une cohérence entre des causes ou des conditions objectives (les dimensions structurelles comme le chômage, la pauvreté, les crises climatiques ou politiques, etc.) et des choix subjectifs (individuels, familiaux ou communautaires) produirait des résultats évidents (le départ en migration ou la décision de rester). Un tel schéma n'expliquerait pas, par exemple, pourquoi les migrations sont à l'ordre du jour dans des contextes moins pauvres, ou pourquoi elles persistent malgré les restrictions croissantes et le contrôle rigoureux des frontières. Il n'expliquerait pas non plus pourquoi certaines personnes décident de rester et d'autres non au sein des mêmes ménages, ni pourquoi certains groupes sociaux (notamment les jeunes) sont plus projetés vers la migration internationale que d'autres. Nous avons choisi d'adopter au contraire une approche relationnelle à la migration (Hahn, Klute 2007). Celle-ci reconnaît une imbrication d'éléments objectifs et subjectifs dans chaque prise de décision. C'est-à-dire que les acteurs sociaux évaluent constamment les conditions objectives qui les entourent. Ils intériorisent et interprètent les valeurs qu'ils reçoivent dans leur contexte culturel et familial. Mais au final ils prennent des dé-

¹ MIGCHOICE est un projet de recherche collaboratif et interdisciplinaire coordonné par prof. Richard Black (University of Birmingham) et résultat numéro 4 du *Safety, Support and Solutions in the Central Mediterranean Route Phase II* (SSSII) de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et du *Foreign, Commonwealth & Development Office* (FCDO). Le texte qui suit est la réélaboration d'une version interne d'un rapport qui a ensuite été publié dans une version définitive en anglais (consultable via le lien suivant : <https://www.birmingham.ac.uk/documents/college-social-sciences/government-society/research/migchoice/22136-migchoice-country-report-%E2%80%93-aw-accessible.pdf>). La réélaboration de ce rapport a été développée dans le cadre du Projet d'Intérêt National (PRIN 2017) « Genealogies of African Freedoms » (2020-2023) coordonné par la prof. Alice Bellagamba (Università di Milano-Bicocca).

cisions irréductibles à ces conditions externes. Ce faisant, ils construisent activement leur futur, en saisissant ou défiant les opportunités et les obstacles du présent.

Il existe des projets migratoires qui prennent forme de manières différentes en fonction des contextes, des groupes sociaux et du moment historique. Ces projets sont racontés différemment dans le cas d'aspirants migrants ou de récits rétrospectifs de migrants ou proches de migrants. Il n'existe aucune causalité purement externe ou économique ni de raisons purement subjectives ou d'affinité pour « l'aventure » (Bredeloup 2008), qui puissent expliquer ces décisions. Il y a au contraire « un ensemble complexe de positionnements, d'agencements et de contextualisations subjectives conduisant à des choix, des compromis, des volontés et des réflexions qui résonnent de manière différente pour chacun » (Canut, Sow 2014 : 12; Degli Uberti, Riccio 2017). En choisissant de se pencher sur les aspirations et les processus de prise de décision à migrer, on a tenté d'interroger la place des mobilités spatiales et des modèles de réussite sociale en général dans la vie quotidienne des gens. La migration intercontinentale ne représente, en Afrique de l'Ouest, qu'une des nombreuses possibilités de mouvement et de réussite sociale.

Sites de la recherche et interventions de développement

Les données ont été collectées dans les régions rurales et urbaines allant du nord avec Louga au sud avec Kolda, en passant par celles du centre-Ouest du Sénégal, à savoir Fatick, Dakar et Thiès. Contrairement aux trois premières régions où la collecte des données a lieu sur le terrain, pour Dakar et Thiès, les entretiens ont eu lieu exclusivement en ligne en raison de la pandémie de Covid-19. A Louga, le terrain de recherche est la ville du même nom. Diaobé et les villages des îles du delta du Saloum sont respectivement les sites d'investigation pour les régions de Kolda et Fatick. Dans les régions de Dakar et Thiès, les personnes interrogées habitent dans les périphéries des agglomérations urbaines de Dakar et Thiès respectivement dans la commune d'arrondissement de Médina Gounass et dans le quartier cité Lamy.

L'État du Sénégal a opté pour un processus de déconcentration et de décentralisation des institutions publiques, qui vise à promouvoir une responsabilisation des populations locales dans la prise en charge de leur propre développement. Ce processus a conduit à trois réformes majeures réalisées en 1972, en 1996 et en 2013. Cette responsabilisation des collectivités locales a produit un élargissement des champs d'intervention, une diversification des acteurs et des partenaires internationaux, mais surtout une mise en place d'actions de développement local. En parallèle aux interventions de l'État, des partenaires techniques et financiers, des ONG, des organisations de la société civile, des organisations communautaires de base (OCB) ainsi que des entreprises du secteur privé comptent aujourd'hui parmi les principaux acteurs d'interventions accompagnant les collectivités locales. Globalement on peut identifier trois catégories principales d'intervenants : les intervenants publics (État, collectivités locales, agences) ; les partenaires au développement, partagés entre partenaires techniques et financiers (BM, USAID, UE) et le secteur de la coopération décentralisée (actuellement définie « partenariats territoriaux »); les ONG et les OCB.

Les interventions publiques dans le domaine agricole s'observent beaucoup plus dans la région de Kolda notamment dans la zone de Diaobé. Les interventions publiques dans le secteur de la pêche et la gestion de l'environnement concernent les îles du delta du Saloum. Quant aux interventions menées par les ONG et dans le cadre de la coopération décentralisée, elles concernent en grande partie la ville de Louga. Cette ville est un grand foyer d'émigration internatio-

nale. La présence de partenaires internationaux et ONG est souvent liée au phénomène migratoire.

Méthodologie et les groupes sociaux visés par l'étude

La collecte des données empiriques a été réalisée à travers une méthode de recherche socio-anthropologique : une collecte de données qualitatives au sein des situations sociales vécues par des acteurs sociaux. La vie quotidienne, les discours, les pratiques et les interactions ainsi que les représentations qui en émergent deviennent ainsi les objets d'une observation directe de la part du chercheur. Mais ils constituent également des sujets de conversation, de dialogues prolongés et de réflexions partagées entre les acteurs sociaux et le chercheur de manière à écouter et prendre en compte le point de vue subjectif des acteurs : migrants, non migrants, aspirants migrants, migrants de retour, acteurs et professionnels du développement.²

Les jeunes

Il s'agit des jeunes au sens large : personnes dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans. Ils se définissent eux-mêmes comme jeunes et sont considérés par les membres de leur réseau ou leur entourage comme des personnes n'ayant pas atteint la maturité (sociale et économique). Ceux-ci se sont révélés, au fil de la recherche, être aussi bien des aspirants migrants ou des jeunes ayant déjà vécu une mobilité à une échelle interne ou continentale, que des non-migrants et des non-aspirant migrants.

Les porteurs de politiques publiques / Acteurs du développement

Au-delà des jeunes, le recueil des données a aussi concerné les porteurs de politiques publiques et acteurs du développement. Il s'agit des responsables des différentes catégories d'interventions identifiées et prédominantes dans chaque contexte. Nous avons participé à des réunions et des sessions de travail pour observer de manière directe les pratiques et interactions concrètes. L'enquête s'est concentrée sur certaines institutions et organisations que nous avons retenues être plus significatives dans la relation entre développement et migration.

Les associations / groupements

Dans chaque site d'investigation nous avons aussi rencontré les responsables d'association de jeunes et de quartiers, ainsi que des associations religieuses, laïques et culturelles. Certaines de ces réalités associatives sont responsables de l'organisation d'événements prestigieux et collaborent intensément avec les institutions publiques et des partenaires internationaux. D'autres sont au contraire des organisations moins dimensionnées, qui constituent néanmoins un ferment culturel et social non négligeable dans les paysages locaux du développement.

² Notre équipe était composée de profils pluridisciplinaires et internationaux. Ainsi on peut y distinguer un groupe composé de deux géographes de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal), Pape Sakho (professeur assimilé) et Dramane Cissokho (enseignant-chercheur), et un groupe de deux socio-anthropologues de l'Université de Bologne (Italie), Bruno Riccio (professeur) et Guido Nicolas Zingari (chercheur postdoctoral).

Les notables locaux

Les notables sont les personnalités dont le rang ou le prestige social sont reconnus par la communauté. Il s'agit de personnalité dont l'âge avancé, l'expérience et la position sociale implique un point de vue privilégié sur la mémoire locale et collective du développement.

La formation et l'insertion face à la frustration des jeunes due au manque d'opportunités et à l'inégalité des chances

Un des axes principaux autour duquel s'organisent les interventions de développement est celui de la formation professionnelle. La plupart des initiatives et des centres de formation bénéficient d'un soutien structurel de partenaires internationaux, aussi bien en termes financiers que de transfert de compétences.

L'impact de la formation professionnelle est de taille, qu'il s'agisse de cursus long ou court. Nombreux sont les bénéficiaires rencontrés sur le terrain qui, à la suite d'une formation technique et professionnelle, ont entrepris un parcours d'insertion dans le monde du travail ou de l'entrepreneuriat.

Mais, nous avons pu documenter une double faille dans le système d'enseignement général. La première faiblesse est le grand nombre de jeunes qui abandonnent leurs parcours scolaires très tôt ou n'obtiennent jamais les diplômes visés. La deuxième faiblesse est liée au grand nombre de jeunes qui, une fois atteint le baccalauréat, ou même un diplôme universitaire, n'ont aucune perspective d'insertion cohérente avec le parcours d'étude.

Pour les personnes qui sont issues de familles avec plus de moyens ou prêtes à investir sur le futur de leurs enfants, la migration vers l'Afrique du Nord ou l'Europe vouée à continuer les études ou à trouver un débouché cohérent avec le parcours formatif est une pratique diffuse. Pour le reste de la population, la frustration issue d'un parcours abandonné ou considéré peu utile à l'insertion socio-professionnelle est la règle. L'aspiration à migrer s'exprime souvent en proportion à la frustration liée à la dévaluation des diplômes et des parcours scolaires, et est mise en rapport au manque d'opportunités :

L'émigration irrégulière, tout le monde sait que ce n'est pas bon mais on n'a pas le choix avec tout ce que les gens rencontrent sur le chemin pour réussir au risque de leur vie. [...] Même les diplômés ne trouvent rien à faire. Concernant les *jakartamans* [conducteurs de mototaxis], soit ils ont le BFEM, le Bac ou même la Licence, c'est bien ça le problème. Juste ici il y a plus de 300 taxis-motos, depuis que j'ai commencé le *jakartamans* en 2013, j'ai moi-même recensé plus de 600 taxis-motos dans ma localité tout simplement (ID, Diaobé, avril 2020).

C'est au niveau de la formation technique et professionnelle que bon nombre d'interventions se sont tournées ces dernières années pour offrir ce que beaucoup définissent comme une "alternative à la migration". Ce type de formation peut être intensif et s'articuler sur quelques heures comme il peut s'étendre sur une durée de trois ans. Dans ce dernier cas nous trouvons les formations classiques fournies par les centres de formations. Dans le premier, les formations courtes sont souvent incorporées à des projets de coopération portés par des ONG ou des OI et leurs partenaires, ou sont organisées par des acteurs économiques ou publics.

Les formations se distinguent entre celles destinées à l'apprentissage d'un métier, celles qui visent un transfert de compétences spécifiques à un secteur ou une filière économique, et enfin les formations techniques plus générales qui tournent autour de la création d'entreprise. La plupart des responsables de structures reconnaissent à ces activités de formation un véritable impact sur le phénomène migratoire et le « développement personnel » des jeunes :

Il y a des jeunes sortant d'ici qui ne pensent pas à voyager mais qui ont créé leur propre entreprise. [...] Si on avait beaucoup de centres comme celui-ci, la problématique serait maîtrisée malheureusement tel n'est pas le cas. Les jeunes commencent à changer d'idée petit à petit surtout ceux qui ont fréquenté les établissements de formation professionnelle parce qu'on déroule avec eux des cours de développement personnel qui est intégré dans le dispositif pour les sensibiliser à acquérir certaines connaissances personnelles comme la confiance en soi pour leur montrer que c'est bien possible de rester et travailler ici. Mais ça n'a pas encore atteint le seuil souhaité. Je pense qu'avec le temps, ces jeunes en formation vont sortir et informer d'autres jeunes pour qu'on ait plus de cas de réussite et leur montrer que c'est possible (FN, Louga, janvier 2020).

Beaucoup de jeunes restent toutefois étrangers à ces parcours de formation. Mais en regardant les choses de plus près et du point de vue des jeunes, on s'aperçoit que la plupart apprennent ou inventent leur métier de manière informelle, en dehors des parcours institutionnels, en passant par une période d'apprentissage difficile à cerner avec précision. Dans ce cas les projets d'entreprise ou l'accès à un métier passe par les réseaux personnels ou familiaux. Ceci nous amène à un autre aspect important du rapport des jeunes à la formation. Les filières formatives proposées dans les établissements prises en examen sont souvent présentées par les responsables de ces derniers comme la norme, comme les secteurs porteurs naturels des économies locales et nationales, voire globales. Ceux qui n'en font pas partie sont souvent considérés comme « secteurs informels ». L'exemple type en est une des activités les plus diffuses pratiquées par les jeunes en mal d'emploi : la conduite de mototaxis (Riccio, Zingari 2022). Aux yeux de bon nombre d'acteurs du développement ce secteur est le débouché pervers d'une jeunesse « illettrée » et indisponible à une meilleure intégration au tissu économique formel :

Il y a des jeunes qui n'ont aucune compétence et qui conduisent des mototaxis alors ces jeunes sont exposés à un danger, je dis toujours que l'acquisition de compétences est le premier élément de sécurité pour les jeunes (AD, Louga, février 2020).

Nous avons toutefois pu documenter une certaine ouverture, en matière de projets et de formation, à l'égard de ce phénomène :

Les taxis motos ne sont pas une activité sûre vu que c'est aussi une activité de prédilection chez les jeunes. Nous avons eu une initiative où nous accompagnions les jeunes à obtenir des permis de conduire pour vous dire que nous travaillons pour la durabilité (AB, Kolda, avril 2020).

L'association œuvre pour les jeunes issus des *daara* mais la structure est pour tous les jeunes, par exemple nous formons de conducteur de mototaxis, des charretiers et d'autres jeunes (FN, Louga, janvier 2020).

Il est important de mettre en évidence que, contrairement à des visions parfois très tranchantes des acteurs du développement, bon nombre des conducteurs de mototaxis sont aussi des

jeunes ayant bénéficié d'une formation générale voire universitaire et ne correspondant en rien à des profils marginaux ou "impropres". Le paradoxe est tel que nous avons même rencontré plusieurs agents de terrain d'ONG locales travaillant parallèlement comme conducteurs de mototaxis.

En définitive la distinction entre filières économiques "propres" ou "pures" et des filières "sales" ou "dangereuses" ne fait que creuser une distance sociale entre les acteurs du développement et une jeunesse qui innove constamment et par le bas les économies locales. Ainsi le développement au ras du sol est constitué également de formations et apprentissages informelles, de filières économiques qui ne rentrent pas dans les secteurs "porteurs" prise en compte par les projets et les politiques de développement institutionnelles.

L'idée selon laquelle la formation professionnelle représenterait une "alternative à la migration" n'est pas démontrable dans les faits. De même la vision selon laquelle certaines filières seraient plus propres que d'autres est le fruit d'un parti pris. Celui-ci semble plus dicté par une stratégie d'attraction de flux de financements et de soutiens au développement que par une réelle connaissance des contextes sociaux et terroirs économiques. L'adoption d'une vision selon laquelle la formation professionnelle représenterait une "alternative à la migration" correspond donc plus à une stratégie de captation de ressources et de cooptation des partenaires de la part des professionnels du développement que d'une approche analytique des réalités socio-économiques. Ceci est confirmé par le fait que la revendication d'une telle vision est d'autant plus forte chez les responsables de centres de formations financés par des partenariats internationaux (et européens en particuliers) ou des OI impliquées dans le contraste aux phénomènes migratoires.

Lorsque l'on interroge les jeunes au sujet du rapport formation-migration la lecture est souvent opposée. Ce qui émerge est une frustration très diffuse face à l'inégalité des chances et des opportunités. Dans l'imaginaire et l'expérience des jeunes, même lorsque l'on bénéficie d'une formation, qu'elle soit générale ou technique, les débouchés sont plus rares et moins désirables au Sénégal que dans d'autres pays. Pour les jeunes la formation n'exclut pas, mais souvent au contraire encourage, la mobilité et la migration.

L'inachèvement des interventions et les difficultés d'accès aux projets et aux ressources

Les mesures d'austérité et de désengagement connues comme les ajustements structurels, ont introduit un langage bureaucratique et des modèles d'interventions extrêmement techniques. Cet héritage façonne encore aujourd'hui les interactions et les références des spécialistes du développement, qu'ils soient issus d'organisations internationales comme d'institutions locales. La façon de décrire les besoins des populations, d'analyser les contextes et d'interpréter les projets est largement dominée par une mise en nombres et en mots très technique et abstraite. A ceci s'ajoute une tendance diffuse des interventions à se déployer dans l'urgence plutôt que dans la longue durée. Par conséquent beaucoup d'acteurs du développement se lamentent, dans les couloirs, d'un faible "impact social" effectif des projets. Au contraire bon nombre de travaux publics sont réalisés à des rythmes très distendus, souvent au gré des aléas politiques.

Les langages technico-bureaucratiques des interventions ne prennent souvent pas en compte les modèles locaux de réussite sociale, morale et économique. Au contraire, les comportements sociaux des populations sont parfois décrits comme des freins au développement par les autorités locales elles-mêmes :

Je peux dire que les africains ont des pesanteurs culturelles qui sont réfractaires au développement, on est un peuple très festif, on aime la fête alors que les défis sont énormes donc il faut changer de paradigme. Prendre ce qui est bon de notre culture et laisser ce qui est mauvais à côté. [...] Après l'effort c'est le réconfort donc lorsqu'on travaille à développer nos localités, une fois que le développement est là on peut en jouir et on peut prendre des congés et faire ses fêtes. Il faut aussi diminuer les gaspillages dans les cérémonies familiales, il y a énormément de ressources qui sont gaspillées dans les cérémonies familiales, c'est une connerie, on ne peut pas gaspiller 2 millions dans une fête et se retrouver dans la déche le lendemain et ne rien avoir pour survivre. [...] C'est même de la folie, donc il faut qu'on ait à puiser sur ce fond culturel pour trouver les ressources nécessaires (MD, Louga, février 2020).

Malgré cela certains acteurs du développement reconnaissent les limites d'une telle approche pour au contraire pointer du doigt non pas de prétendus comportements vicieux ou oisifs mais un problème de mauvaise gouvernance des fonds et des projets de développement, ainsi que des partenariats, qui compromettent l'impact des interventions :

C'est nous qui sommes nos propres obstacles pour le développement. Est-ce réellement on ne doit pas changer de comportement ? Par exemple, si on dit qu'il y a tant de milliards qui sont injectés dans l'agriculture, il y a tant de communes rurales où il y a des paysans qui ont été identifiés, alors pourquoi ne pas transférer ces compétences à la commune et la commune va travailler directement avec les services techniques ? Parce que la loi permet à ces communes d'utiliser les services techniques par le biais de ce qu'on appelle la « convention type » et c'est écrit dans les textes. Alors pourquoi pas ne pas transférer ces compétences aux communes ? Tout le monde sait que les projets qui sont lancés à la base sont beaucoup plus ressentis par la population. [...] J'ai une conception personnelle qui veut dire c'est nous qui sommes nos propres fossoyeurs du développement. Nous sommes les principaux responsables ! Des fois on est même complice avec les partenaires, c'est ça la vérité. Il faut changer d'approche par exemple avec l'OIM, l'ensemble des moyens qu'elle mette en place à travers l'État et d'autres institutions, il n'y a pas de retombées au niveau de la base. Aujourd'hui il y a des approches que je vois qu'elle est en train de développer. [...]. Aujourd'hui on doit changer d'approche, en tant que concepteur au développement et techniciens au développement on doit au moins faire de sorte que notre travail ait un impact sur la population. Il y a des projets qui n'existent que de nom mais en réalité ça n'a aucun impact vis-à-vis de la population et c'est des milliards qu'on a investi alors qu'ils ne capitalisent rien du tout, alors qu'on peut apporter une action bénéfique qui peut impacter même si c'est à court terme. [...] Regardez comment on fait les évaluations, les évaluateurs sont des complices. Il n'y a aucune impartialité, en tout cas si on doit se soucier de l'avenir des enfants et des jeunes qui à chaque année se multiplient par milliers il faut qu'on change d'approche. L'appui doit être direct pour vraiment toucher les cibles mais nous l'avons dit, les projets que les italiens financent, que la Belgique finance, d'ici trois ans si vous allez au niveau de ces projets, vous n'allez rien voir (F, Louga, février 2020).

Du point de vue des jeunes, l'inachèvement des interventions ou une plus radicale absence d'impact est interprétée sous différents angles. D'un côté, ceux qui participent à des projets ou

bénéficient de services, se lamentent souvent d'un "manque de suivi" et de continuité. De l'autre, le plus souvent c'est l'accès même aux projets et aux ressources qui est mis en cause.

On est tous des sénégalais et on connaît comment ça se passe, il faut avoir un bras long pour bénéficier de certaines aides, si tu n'as pas un bras, ton curriculum vitae sera jeté à la poubelle. Parfois on nomme quelqu'un dans une société et il n'embauche que les membres de sa famille (D, Louga, janvier 2020).

Les membres du Conseil Communal de la Jeunesse eux-mêmes dénoncent la présence d'un fort clientélisme politique à l'origine de l'inaccessibilité des réseaux de partenaires et de la régie des interventions :

- Est-ce que vous cherchez parfois d'autres partenaires ?
 - On fait toujours des recherches mais les seuls bailleurs ici au Sénégal c'est les politiciens et pour qu'ils soient des partenaires il faut que tu sois un politicien comme eux.
 - Alors ils vont bloquer vos projets si tu n'es pas un politicien ?
 - Les projets seront donnés à leurs clients politiques. Le conseil municipal part en Europe pour chercher des partenaires sans pour autant amener des jeunes, le seul blocage c'est qu'il faut être un politicien ou un de leurs partisans. Cela constitue un vrai blocage
- (Conseil Communal de la Jeunesse, Louga, mars 2020).

Le difficile accès aux ressources financières est également perçu comme un frein à l'épanouissement socio-économique des jeunes. Les migrants de retour d'Europe sont eux-mêmes souvent confrontés au fait que les prêts bancaires au Sénégal sont moins accessibles que dans les pays européens. Le témoignage qui suit est celui d'un jeune de Louga qui a pu, grâce à l'aide de sa famille, entreprendre une activité commerciale qui aujourd'hui est extrêmement vertueuse :

Au début j'ai essayé avec les banques mais c'est très dur de travailler avec les banques car le taux d'intérêt est très élevé, tu vas te dire même que tu travailles pour la banque. J'ai essayé une fois de travailler avec une banque mais j'ai vu que cela ne m'arrangeait pas (C, Louga, février 2020).

La difficulté d'accès à la terre est quant à elle une caractéristique transversale des contextes ruraux. Pour de multiples raisons, l'accès à la terre cultivable et encore plus à des parcelles aménagées comme celles des zones rizicoles est un aspect très pénalisant pour les jeunes :

A l'Anambé, ceux qui ont des parcelles, ont des parcelles. Ceux qui n'en ont pas, ne peuvent plus en avoir. C'est aux capitaines qui sont à Dakar, aux colonels qui sont à Ziguinchor ou aux patrons qui ont de l'argent qu'on donne les terres. On trouve des agents qui ont 150 hectares alors que bon nombre de chefs de ménage n'arrivent pas avoir une parcelle pour produire ce qui leur permet de se nourrir. Tu peux faire des va-et-vient pendant des années mais tu n'auras rien. Les jeunes ont des difficultés d'accès à la terre. [...] On dit que les jeunes ne remplissent pas les conditions (tracteur, intrants et une somme versée comme acompte). Le manque de moyens techniques et financiers prive les jeunes de parcelles (AK, Diaobé, mars 2020).

Dans le contexte des îles du Saloum, ce sont la raréfaction des ressources halieutiques et les difficultés d'accès à la mer, en particulier depuis la création des aires marines protégées, qui posent problème. Ces dernières sont souvent perçues comme des dispositions imposées par le haut, selon des logiques qui échappent aux intérêts des pêcheurs. Les accords internationaux qui donnent accès aux exploitants étrangers, comme ceux qui ont été renouvelés avec l'Union Européenne par un texte adopté le 11 novembre 2020³, ne font que renforcer le sentiment d'injustice des pêcheurs et la précarité économique de l'avenir du terroir :

Personnellement je pêchais beaucoup là-bas, mais aux temps j'avais les filets dormants, j'y suis plus allé depuis qu'ils l'ont fermés, on allait là-bas quand les poissons se raréfiaient de ce côté. Y'en a qui sont très impactés, les pêcheurs ne comptent que sur la mer pour travailler, ça devient problématique si on lui interdit l'accès (PMF, Missirah, septembre 2020).

Du point de vue de gens l'avenir du pays et des terroirs locaux ne s'exprime pas par le biais des interventions de développement ou des grandes œuvres publiques. Ce sont les efforts tangibles et quotidiens des gens ordinaires et, dans les contextes d'émigration comme Louga et Dakar, des migrants qui travaillent à l'étranger et subviennent aux besoins de leurs proches tout en réalisant des *œuvres mineures*, qui inspirent un sentiment d'avancement. Ce sont ces œuvres mineures (investissements, aides aux ménages, chantiers de maisons familiales) qui nourrissent les aspirations des jeunes malgré les imposantes restrictions à la liberté de mouvement.

Bon nombre de projets de développement portés par les ONG, les partenariats ou les autorités locales ne laissent au contraire pas les traces qu'ils promettent. Du point de vue des gens, la notion de "développement" n'est pas un concept familier. Il s'agit le plus souvent d'une catégorie abstraite et technique que ne manipulent que certains initiés. De fait, les gens ont tendance à parler du niveau d'"avancement" du contexte où ils vivent en faisant référence à ce que l'on pourrait définir comme les paysages du quotidien et de ses œuvres mineures. Ces paysages et ces œuvres sont indissociables de la migration transnationale. Ce sont aussi et surtout les "infrastructures invisibles" (Simone 2004) qui rendent possible un avancement : celles des réseaux de solidarité, de collaboration et d'entraide : les participations financières intrafamiliales ou de l'entourage social, les tontines⁴. Ce sont ces efforts ordinaires à œuvrer quotidiennement pour assurer la survie des ménages et l'avancement des terroirs.

Politiques publiques de développement et immobilité sociale des jeunes

Le monde rural sénégalais se caractérise par la prédominance du secteur agricole en dépit de la diversification des activités. La volonté manifeste des autorités publiques d'améliorer les conditions de vie des ruraux s'est traduite par des interventions qui sont axées sur l'aménagement des vallées, l'encadrement et le financement de la production. Ainsi, des sociétés spécifiques ont été mises sur pied pour soutenir la production arachidière, du coton, du riz, halieutique, etc.

³ <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20201111IPR91303/le-parlement-soutient-le-partenariat-de-peche-renouvele-avec-le-senegal>

⁴ Système de cotisation très diffus en Afrique occidentale, souvent animé par les femmes dans leur quartier de résidence, ou en tous les cas par une association de personnes, qui consiste à mettre en commun une caisse qui est redistribuée périodiquement (souvent mensuellement) et à tour de rôle, à chaque membre du groupe. Dans le cas de nos terrains de recherche les tontines étaient plus présentes à Dakar et à Thiès.

A la faveur des interventions publiques, les jeunes de la zone de Diaobé ont montré l'intérêt de participer aux activités agricoles des périmètres irrigués du Bassin de l'Anambé pour se procurer des revenus voire produire du riz à des fins de consommation domestique. Si certains gros producteurs plus âgés bénéficiant des largesses des autorités tirent leur épingle du jeu, les jeunes, qui ne disposent souvent pas de moyens suffisants, essuient les échecs répétés. Ils estiment que les aménagements hydro-agricoles ne leur apportent aucune plus-value :

Il y a deux ans de cela, j'avais investi pour une rizière de 1hectare. J'ai payé pour la moissonneuse mais il fallait faire la queue parce qu'il y a un petit nombre de tracteurs. Le problème est que ceux qui ont de l'argent, les patrons, qui moissonnent d'abord. Avant qu'ils ne terminent, les autres parcelles sont sèches et le riz est tombé sur terre et les oiseaux qui viennent ramasser le riz et le mangent. Moi, qui avais investi 200 000 FCFA, je n'ai rien récolté si ce n'est qu'un petit sac. C'est une peine perdue, depuis lors je ne cultive pas. C'est pourquoi nous les jeunes on ne se voit plus dans les activités agricoles et on tente d'aller ailleurs (AK, Diaobé, mars 2020).

L'un des plus importants investissements dans le secteur de la pêche dans les îles du delta Saloum reste le centre de pêche de Missirah, offert par le Japon au Sénégal en signe d'amitié en 1989. La flotte de pirogues du centre qui n'en compte plus qu'une quinzaine aujourd'hui alors qu'elle était très importante par le passé. Le centre fournit du carburant aux propriétaires des pirogues. En retour, ils ont l'obligation de vendre au centre leurs captures. Les différentes générations de jeunes qui ont travaillé avec le centre n'ont rien eu ni réalisé. Le centre est perçu comme une infrastructure qui ne rapporte rien aux jeunes et à la communauté. D'ailleurs, les jeunes quittent parfois le centre pour s'engager directement dans la migration. Pour cause, ce que le centre procure comme revenu ne peut même pas couvrir leurs besoins de base :

- Est-ce que ce qu'on te payait quand tu travaillais dans le centre parvenais à couvrir tes besoins ?
- Non parce que quand tu devais partir en mer c'est le centre qui te donnait tous les frais nécessaires et au retour il défalquait la somme due et te donnait le reste qui est aussi divisé en part dont une part pour le matériel. Et c'est après cette répartition que tu pouvais recevoir le reste de l'argent (AB, Missirah, septembre 2020).

Ces dernières années, l'État sénégalais s'est inscrit dans une dynamique de subvention des moteurs pour les pêcheurs. La démarche, vue de l'extérieur peut être appréciée en ce sens qu'elle permet à ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter un engin e d'en disposer. Toutefois, cette politique est considérée comme inutile et sans intérêt pour les jeunes dans les îles du delta du Saloum. En effet, elle est arrivée dans un contexte de raréfaction de la ressource halieutique. Et l'État est pointé du doigt comme le principal responsable de cette rareté à travers les accords de pêche qu'il a signé avec les puissances étrangères. Il n'est pas rare d'entendre que « doter les pirogues de moteurs sans poissons n'a aucun sens ». Entre autres les accords de pêche ne s'accompagnent pas d'investissements publics pour compenser le déclin des captures et stimuler d'autres activités ou secteurs. Un simple regard jeté sur les berges des villages de Dionewar, Niodior, Falia etc. suffit pour donner l'impression d'être dans un cimetière à pirogues. Elles sont presque toutes amarrées. Les revenus tirés de la vente des maigres captures ne parviennent pas à couvrir les dépenses engagées pour l'organisation de la campagne de pêche. L'épuisement de la ressource halieutique s'accompagne dans les îles du Saloum de l'essoufflement du secteur de

la navigation. Si par le passé les insulaires étaient privilégiés pour les emplois ayant trait à la navigation en raison de leur connaissance de la mer, aujourd'hui les choses se sont compliquées. Ils n'y accèdent presque pas du fait de la ruée vers le secteur. L'alternative à cet état de fait est la reconversion du pêcheur en transporteur piroguier inter-localités. Au regard des longues files d'attente, chaque piroguier ne peut espérer qu'un voyage toutes les deux semaines et les gains générés couvrent difficilement les besoins quotidiens. L'autre stratégie d'adaptation est basée sur la migration (Cissokho *et al.* 2019). Cette migration, soit elle est saisonnière en prenant la direction des zones de pêche les plus dynamiques du pays, de la sous-région ou d'autres destinations en Afrique, ou orientée vers l'Europe :

Je veux migrer. [...] J'ai une fois tenté d'aller en Europe mais on n'y était pas arrivé. [...] Je ne me souviens pas la date, j'ai oublié. Mais j'ai essayé quatre fois. [...] J'ai emprunté la mer [...] avec la pirogue, comme tout le monde, on est parti du Saloum, du côté de la Gambie (MN, Missirah, septembre 2020).

Le delta du Saloum renferme une grande diversité de paysages et d'écosystèmes particuliers. Compte tenu des atouts liés à l'éco-tourisme, la richesse culturelle locale et l'érection en site historique de patrimoine de l'Humanité sous l'initiative des autorités sénégalaises, la zone du delta du Saloum a accueilli quelques hôtels et campements. Mais l'activité touristique, en crise depuis le début de la pandémie de Covid-19, ne profite qu'aux propriétaires étrangers des établissements d'hébergement (camps de vacances, campements et autres hôtels).

Les revenus modiques et la précarité économique qui les accompagnent, sont partagés par la plupart des jeunes dans tous les contextes pris en compte. Cette vulnérabilité économique est une des causes revendiquées de l'immobilité sociale, de l'incapacité de combler l'écart entre les attentes et les ressources. Le témoignage à sang froid d'un jeune migrant de retour à Thiès, qui parle d'un véritable "blocage" (Melly 2017), résume parfaitement ces vulnérabilités et leur imbrication avec les obligations liées aux responsabilités familiales :

Ce qui me bloquait lorsque j'étais ici au Sénégal, c'est que je ne pouvais pas avoir du travail, parfois j'avais du travail qu'on me payait 60000 FCFA [par mois] et cela ne pouvait pas satisfaire mes besoins, je dépensais 20000 FCFA sur le transport chaque mois et je me réveillais à 5 heures du matin pour aller au travail et que le salaire ne pouvait me servir à rien. [...] Un salaire de 60000 FCFA ce n'est pas suffisant car on doit participer aux dépenses de la maison donc ce salaire ne servira à rien et on ne pourra pas faire des épargnes avec ça ; les grands frères devaient aider les petits frères mais ils ne le font pas, les parents commencent à devenir des vieux donc on ne peut plus les solliciter (DF, Thiès, juillet 2020).

Ce discours peut être mis en relation avec l'inégalité des chances évoqué plus haut. L'aspiration à migrer offre la possibilité d'imaginer une bien meilleure situation économique. Le revenu moyen d'un migrant est estimé à une valeur largement supérieure au 60000 FCFA évoqués plus haut. A ceci s'ajoute, un important affranchissement vis-à-vis des pressions familiales et des logiques sociales liées à la réussite.

La prise de décision à migrer entre pressions familiales, logiques et inégalités sociales

Les jeunes sénégalais d'aujourd'hui semblent constamment exprimer, à travers l'aspiration à migrer, une volonté de sortir de l'incertitude socio-économique où ils se trouvent. Les principaux facteurs qui contribuent à produire cette incertitude sont comme déjà décrits : dévaluation des diplômes, frustrations face à l'inégalité des chances, inachèvement des interventions de développement, difficile accès aux ressources et aux projets, inefficacité des politiques publiques, vulnérabilité et immobilité socio-économique des jeunes face à un marché du travail fortement injuste et inégal.

Mais lorsque l'on interroge la prise de décision à migrer ou à rester, on entre dans une perspective qui articule d'autres dimensions existentielles et contextuelles. Les jeunes des différents contextes, en relation à leurs aspirations et aux processus de prise de décision utilisent principalement les mots "famille" ou "parents", et "travail/travailler" et "argent". "Réussir" est aussi un terme récurrent dans les entretiens.

Pour comprendre les aspirations et la prise de décision à migrer, il est donc nécessaire de mettre tous les facteurs soulignés plus haut en relation avec les pressions familiales ainsi que le poids et les logiques sociales liés à la réussite. En outre il ne faut pas réduire la notion « d'argent » à sa signification littérale purement économique. Dans ces contextes l'argent représente un élément présent dans chaque interaction, un moyen de produire et renforcer les liens sociaux. Ainsi l'argent est un don très apprécié au cours des rencontres quotidiennes, des rites et des cérémonies, un don nécessaire au sein des ménages. Les relations familiales les plus intimes sont constamment animées par des dons d'argent. Être un bon enfant, un bon parent, ou un bon ami, en somme "être quelqu'un" signifie faire circuler le plus d'argent possible dans son entourage. La réussite sociale commence ainsi au cœur de l'intimité familiale et est sanctionnée par cette liquidité. Elle s'étend ensuite aux sphères du voisinage et des communautés d'appartenance, en restant fortement ancrée à la capacité de donner et de consommer son propre argent. Pour un homme adulte, trouver de l'argent est une exigence fondamentale. Pour être considéré comme tel il faut être constamment en mesure de faire circuler de l'argent.

L'impossibilité d'aider ses proches, comme de subvenir à ses propres besoins, est ainsi souvent mise en relation avec la possibilité non seulement de faire circuler, mais d'épargner et d'investir grâce à la migration. La migration représente ainsi un extraordinaire horizon d'accès à une liquidité qui forge et renforce les liens sociaux (Tall 2008). Au contraire, l'immobilité sociale des jeunes est synonyme d'absence de capacité de donner, recevoir et épargner de l'argent et donc de satisfaire les obligations, les responsabilités, les espoirs et les aspirations.

La sortie de l'incertitude n'est pas un simple calcul des gains marginaux que les stratégies mises en œuvre pourraient rapporter au niveau individuel. C'est un processus d'affirmation personnelle, sociale et familiale qui s'inscrit dans un jeu de pressions, de responsabilités et d'espoirs qui prennent forme en rapport aux attentes des membres du lignage, du voisinage, des communautés et contextes d'appartenance dans la perspective de devenir une « personne » adulte. Cette volonté d'affirmation souvent exprimée par le biais de l'aspiration à migrer traduit aussi un refus individuel d'immobilité sociale et de vulnérabilité économique.

Si la plupart des jeunes interrogés durant notre étude déclarent ouvertement aspirer à la migration internationale, et notamment vers l'Europe ou l'Amérique du Nord, très peu sont aptes à le faire ou ont effectivement entrepris les démarches nécessaires à l'entreprendre. Certains d'entre eux ont toutefois des expériences de mobilités internationales ou transfrontalières à leur

actif, en particulier dans les sites de Louga et Diaobé. Il s'agit pour la plupart de voyages en direction des pays de l'Afrique du Nord : le Maroc, la Mauritanie et la Lybie en sont les principales destinations. Et même si derrière bon nombre de ces expériences de mobilité il y avait le projet à long terme de "tenter" l'entrée en Europe, la plupart "échouent" et se transforment en migrants internes au continent Africain.

Un jeune déterminé à migrer est aujourd'hui capable de tenter de nombreuses trajectoires et tentatives, et le résultat n'est jamais linéaire ni certain. Les premières générations de migrants internationaux des années 1980 et 1990 se distinguaient des migrants et aspirants migrants actuels sous deux principales dimensions. La première concerne le fait que les politiques migratoires des pays d'accueil et les processus d'externalisation des frontières européennes ont rendu l'accès à la migration régulière toujours plus exclusif et élitif (Gaibazzi *et al.* 2017). Etant donné que la migration intercontinentale est devenue une possibilité toujours plus restreinte les réseaux sociaux, familiaux et religieux sur lesquels s'appuyaient les décisions et les trajectoires migratoires légales semblent s'être affaiblies. Même dans les contextes à forte tradition migratoire comme Louga, où les réseaux lignagers constituaient le moyen le plus direct pour réaliser un projet migratoire, on assiste aujourd'hui à une progressive individualisation de la prise de décision à migrer et à son organisation :

Ce sont les jeunes qui prennent leur décision personnelle. Par exemple l'année dernière j'ai vu un jeune qui a arrêté les études et il m'a dit qu'il veut partir et il m'a dit qu'il allait faire le conducteur de mototaxi toute l'année pour partir. Et il est parti en ce moment où je vous parle (MS, Louga, février 2020)

Après un examen de conscience, je me suis rendu compte que les gens avec qui j'étais à l'école beaucoup se sont maintenant retrouvés à l'université et d'autres, plus de sept personnes, ont fait une migration clandestine. A ce moment-là, je me suis dit comme tous mes amis partent en émigration donc pourquoi pas moi ? Car c'est juste une personne que je connais qui est toujours coincé au Maroc mais tous les autres sont arrivés soit en Espagne soit en Italie et même en Allemagne pour certains. J'ai décidé d'essayer cette voie, car presque chaque soir ils m'expliquent sur WhatsApp. J'ai même un ami de promotion qui a fait trois ans à l'Université avant de partir au Maroc puis en Espagne (ID, Diaobé, avril 2020).

Conclusion

La nature toujours plus "irrégulière" de la migration intercontinentale semble avoir comprimé les espaces de mouvement et allongé les temps de la mobilité géographique. Les conditions de vulnérabilité socio-économique de la jeunesse ont allongé ceux de la réussite sociale et de l'incertitude. Ce que l'on constate est une progressive individualisation de la prise de décision à migrer alors même que le voyage n'est plus seulement à la portée de ceux qui avaient des accès privilégiés aux réseaux migratoires et aux procédures légales.

La résilience qui pousse un jeune adulte à tenter des dizaines de fois la traversée de la Méditerranée, du désert ou de l'Océan ne présente qu'une différence de degré et de contexte avec la résilience d'un jeune "qui reste". Elle est proportionnelle au refus de la vulnérabilité socio-économique qui caractérise la vie au quotidien et le sens d'abjection de très nombreux jeunes face aux processus (interventions, projets, programmes) de développement institutionnel, de

plus en plus conçus comme “alternatives” à la migration. La prise de décision à migrer se traduit donc par un effort permanent, non linéaire et de plus en plus individuel, visant à trouver une trajectoire de réussite pour sortir de l'incertitude et la vulnérabilité.

Bibliographie

- Bakewell, O. 2008. 'Keeping Them in Their Place': the Ambivalent Relationship between Development and Migration in Africa. *Third World Quarterly*, 29 (7): 1341-1358.
- Beauchemin, C., Kabbanji, L., Sakho, P., Schoumaker, B. (dir). 2013. *Migrations africaines: le co-développement en questions. Essai de démographie politique*. Paris. Editions Armand Colin/INED.
- Bredeloup, S. 2008. L'aventurier, une figure de la migration africaine. *Cahiers internationaux de sociologie*, 125(2): 281-306.
- Canut, C., Sow, A. 2014. Les voix de la migration. Discours, récits et productions artistiques, *Cahiers d'Etudes Africaines*, 213-214: 9-25.
- Cissokho, D., Sy, O., Ndiaye, L. G. 2019. L'émigration internationale et les migrations associées en pays soninké (Sénégal). Migration internationale en question. *Revue africaine des migrations internationales*, 2 (2) : 1-17.
- Degli Uberti S, Riccio B. 2017. Imagining greener pastures? Shifting perceptions of Europe and mobility in Senegalese society. *Etnografia e Ricerca Qualitativa*, 3: 339-362.
- Gaibazzi, P., Bellagamba, A., Dunnwald, S. (eds). 2017. *Eurafrican Borders and Migration Management. Political Cultures, Contested Spaces, and Ordinary Lives*. New York. Palgrave.
- Hahn, H. P., Klute, G., (eds). 2007. *Cultures of Migration: African perspectives* (vol. 32). Munster. LIT Verlag.
- Melly, C. 2017. *Bottleneck. Moving, Building & Belonging in an African City*. Chicago. The University of Chicago Press.
- OIM. 2018. *Profil migratoire du Sénégal*.
- Riccio, B., Zingari, G. N. 2022. Generazione Jakarta. (Im)mobilità e neoliberalismo ordinario tra i giovani di Louga (Senegal), *Archivio Antropologico Mediterraneo*, XXV, 24 (1): 1-21.
- Simone, A.M. 2004. People as Infrastructure: Intersecting Fragments in Johannesburg. *Public Culture*, 16 (3) : 407-429.
- Tall, S. M., 2008. La Migration Internationale Sénégalaise : des recrutements de main-d'œuvre aux pirogues, in *Le Sénégal des Migrations : Mobilités, Identités, et Société*. Diop, M.-C. (dir). Paris. Karthala : 37-67.

